

Aux membres de Prolait fédération
laitière

NC/MG

Yverdon-les-Bains, le 7 mai 2021

2x NON aux initiatives phytos extrêmes

Chers membres,

En tant qu'agriculteur et producteur de lait, vous serez amenés à débattre, voire défendre votre position face aux initiatives phytos extrêmes.

C'est pourquoi, Prolait fédération laitière vous a préparé un résumé des arguments contre ces deux textes, ainsi qu'une liste de liens utiles vous permettant d'être bien informés sur le sujet.

Soyons unis face à l'extrême et défendons ensemble notre métier, nos valeurs et une agriculture qui progresse continuellement !

Votre équipe PROLAIT

Annexe : ment.

Arguments contre « Eau propre »

L'Union Suisse des Paysans (USP) et les chambres d'agriculture énumèrent les arguments suivants :

- * **Contradiction avec la demande du marché**
Aujourd'hui, de nombreux labels existent pour répondre aux différentes demandes des consommateurs. L'initiative standardiserait l'offre et ce dernier n'aurait plus le choix
- * **Diminution des denrées alimentaires suisses sur le marché et menace sur les emplois**
L'agriculture et l'industrie alimentaire occupent 300 000 emplois à temps plein, dans notre pays. Cette initiative, en faisant diminuer la production globale, ne fragiliserait pas seulement le secteur agricole, mais aussi les entreprises de transformation (fromageries, boucheries, moulins, etc.)
- * **Augmentation des coûts de production et des prix à la consommation**
Les œufs, la viande de poulet et de porc suisses pourraient devenir des produits de luxe
- * **Effets néfastes sur l'environnement**
En durcissant les conditions, certains exploitants seront poussés à sortir du système et ne seront plus soumis aux mesures environnementales liées aux paiements directs. Il y a un réel danger que les exploitations agricoles qui ont des cultures spéciales (p. ex. fruits, légumes) ou qui pratiquent l'engraissement d'animaux renoncent aux paiements directs. Ainsi, elles ne rempliront plus les prestations écologiques requises.

Les producteurs suisses de lait (PSL) et Fromarte ont avancé, dans leur communiqué de presse du 26 avril 2021, les arguments suivants :

- * **Réduction des effectifs laitiers et pénurie du lait, en tant que matière première**
Les vaches ne pourraient être nourries qu'avec du fourrage produit sur l'exploitation ce qui contraindrait certains éleveurs à diminuer leur cheptel
- * **Explosion des coûts de production du fromage suisse**
Cela favoriserait les importations et nuirait aux exportations

L'organisation syndicale paysanne UNITERRE avance les arguments suivants :

- * **Projet punitif à l'encontre des familles paysannes, considérées comme seul coupable des pollutions observées dans nos cours d'eau**
Bien d'autres substances polluent les cours d'eau
- * **Utilisation des produits phytosanitaires non interdits**
Certains agriculteurs, notamment les viticulteurs et les arboriculteurs, poursuivront leur travail, avec les substances en question. De plus, sans paiements directs, ils devront intensifier leur production

* **Le point le plus grave : Les importations**

L'initiative fait la promotion d'une agriculture suisse bien propre en ordre, sans se soucier de ce qu'il se passe chez nos voisins, ou à l'autre bout du monde. Avec l'acceptation de l'initiative, les importations seront favorisées. L'initiative pour une eau potable propre augmente notre empreinte écologique!

Les paysannes et femmes rurales se positionnent ainsi :

* **Notre eau potable est de haute qualité**

Nous pouvons faire confiance aux contrôles effectués. Les normes concernant la présence de résidus de produits phytosanitaires fixent des limites très basses. Aucune exigence similaire n'est fixée pour les autres résidus se trouvant massivement dans l'eau comme ceux issus des médicaments, des produits ménagers ou de l'industrie chimique.

* **Le plan d'action national «Produits phytosanitaires» et plus récemment la loi sur la réduction des risques liés à l'utilisation de pesticides**

participent à l'effort constant de réduction des résidus issus de l'agriculture présents dans l'eau potable et dans les cours d'eau. Nos paysannes et nos paysans s'investissent continuellement dans la formation continue ! L'utilisation, tant des produits phytosanitaires que des antibiotiques, baisse continuellement. Ils sont de plus en plus souvent remplacés par des solutions alternatives, comme l'homéopathie, des moyens biologiques, l'implantation d'organismes auxiliaires, le désherbage mécanique et la mise en place de plantes résistantes. Et le développement continue. Nous avançons et nous continuerons à avancer.

* **Avec l'achat et la consommation de produits alimentaires suisses, les consommatrices et consommateurs déterminent eux-mêmes les conditions de production et la demande**

Plus nous sommes conscients de la nécessité de consommer des aliments indigènes, entre autres choses, plus notre empreinte écologique sera faible.

* **Nous, les paysannes et paysans, nous efforçons constamment de réduire l'utilisation d'antibiotiques pour nos animaux. Avec succès ! Depuis 2008, nous avons pu la réduire de 45%**

Arguments contre « Une Suisse libre de pesticides de synthèse »

L'Union Suisse des Paysans (USP), les chambres d'agriculture et les paysannes et femmes rurales proposent les arguments suivants :

* **Pas de liberté de choix et violation des obligations internationales**

En appliquant cette initiative, la Suisse ne répondrait plus aux engagements qui la lient avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

* **Délocalisation des productions alimentaires hors de nos frontières**

Aujourd'hui, la Suisse transforme un grand nombre de denrées alimentaires, telles que le café ou le cacao. Cette initiative ferait fuir les entreprises de transformation

* **Hausse du prix de la nourriture**

Cette initiative conduirait à une augmentation des prix de la nourriture et favoriserait le caractère d'« îlot de cherté »

- * **Le tourisme alimentaire serait encouragé**
Toute l'économie en subirait les conséquences
- * **Recul de la sécurité et de la durée de conservation des denrées alimentaires**
Certains produits de nettoyage seraient bannis et ne pourraient plus garantir une hygiène optimale des installations
- * **Augmentation de la pollution et du gaspillage alimentaire**
L'abandon des produits phytosanitaires demanderait plus de travail mécanique dans les champs, donc davantage d'énergie utilisée. De plus, la conservation des aliments serait moins bonne tant que des solutions alternatives ne sont pas trouvées

Les producteurs suisses de lait (PSL) et Fromarte ont informé, dans leur communiqué de presse du 26 avril 2021, les arguments suivants :

- * **Hausse des prix en Suisse**
Un renforcement des conditions d'importations ferait grimper les prix et l'écart avec l'étranger se creuserait. Le tourisme d'achat en serait le grand gagnant !
- * **Hygiène lors de la production et transformation du lait compromises**
L'initiative ne permettrait plus l'utilisation de certains produits et désinfectants utilisés pour le nettoyage des installations

L'organisation syndicale paysanne UNITERRE a choisi la liberté de vote et considère que se passer des pesticides de synthèse est tout à fait louable :

- * A ce jour, on ne peut pas contester les faits suivants :
 - la **pression des consommateurs** pour des produits sans pesticide de synthèse est de plus en plus forte
 - la **biodiversité** se dégrade et l'agriculture est aussi responsable
 - La recherche démontre les **conséquences dramatiques des produits phytosanitaires sur la santé**, notamment celle des paysan.ne.s
 - La **disparition du monde paysan**
 - La **diminution de la marge de manœuvre** des paysan.ne.s
- * Se passer totalement de pesticides de synthèse est donc judicieux, **MAIS**, si l'initiative passe, il faut garantir aux paysan.ne.s :
 - **Des prix équitables qui couvrent les coûts de production et la garantie que ceux-ci soient ajustés à la hausse**
Cela sous-entend un engagement fort des consommateurs, une prise de conscience de la grande distribution, un cadre permettant une information claire et transparente des marchés, mis en place par la Confédération et le contrôle que les entreprises commerciales implantées en Suisse respectent et renforcent les droits des paysan.ne.s
 - **Des mesures concrètes de la Confédération**
Les produits importés doivent répondre aux mêmes règles que la production indigène, la prise en charge des produits indigènes doit être prioritaire et garantie, les importations ne viennent que combler les manques

- **Des investissements massifs dans la recherche publique et la favorisation des pratiques agro-écologiques**
Il faut trouver des alternatives aux pesticides de synthèse et intensifier la recherche de variétés résistantes
- **Un accompagnement des paysan.ne.s dans la phase de transition**
Revaloriser les salaires agricoles, adapter la formation initiale, renforcer la vulgarisation et la formation aux paysan.ne.s
- **Des mesures concrètes pour stopper le gaspillage alimentaire**
Cela pourrait permettre de compenser les pertes de rendement liées aux nouvelles mesures
- **La sortie des produits agricoles des accords de libre-échange**
Libre-marché et durabilité ne sont pas compatibles !
- **Des investissements dans la sensibilisation et l'information des consommateurs**

Finalement, UNITERRE indique que ce qui est demandé n'est autre que **la Souveraineté Alimentaire**, pour laquelle elle se bat depuis des décennies. Si l'initiative passe, nous assisterions à un projet de société, où tout le monde y serait concerné, producteurs et consommateurs !

L'appel des femmes romandes soutient le rejet des deux initiatives avec des arguments suivants :

- * **Les femmes veulent une économie forte et durable, pour nous et nos enfants, et des solutions justes pour les familles à faibles revenus**
Favoriser l'augmentation des importations n'est pas durable, ni écologique, et il est irresponsable socialement et éthiquement de se servir ailleurs dans le but de répondre à nos choix idéologiques. Raréifier la production indigène reviendrait à augmenter les prix et à faire du local un luxe qui ne serait pas accessible à tous.
- * **Les femmes sont pragmatiques et préfèrent les solutions réalistes. Elles n'acceptent pas les messages réducteurs ou anxiogènes, qui ignorent la complexité du sujet**
Elles refusent que les familles paysannes soient qualifiées d' «empoisonneuses» et que la production agricole soit autant dénigrée. Elles sont convaincues que la durabilité se trouve dans la recherche permanente d'équilibres dans le cadre des activités humaines.

Voici encore quelques arguments supplémentaires vus sur les réseaux sociaux et/ou entendus dans nos campagnes :

- * **Certaines cultures se prêtent moins bien, voire difficilement, en système BIO**
L'évolution du colza, ce printemps, est un parfait exemple. La pression des ravageurs du colza, tels que le charançon de la tige ou la méligèthe, a causé de nombreux dégâts dans les cultures, qui se traduisent par une nette baisse de rendement. Si à ce stade, on peut se passer d'herbicides de synthèse, il est difficile d'atteindre les mêmes rendements sans insecticide ou fongicide de synthèse.

- * **Début 2021, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur les pesticides qui fait de nous le pays le plus stricte d'Europe en la matière**
Cette nouvelle loi est concrète et rapide (moins 50% de risques d'ici 2027) et concerne aussi les fertilisants
- * **Par l'acte d'achat, le consommateur décide de ce qu'il souhaite manger**
C'est lui qui influence la direction que l'agriculture doit prendre. L'agriculture répond aux demandes du marché. Le développement de l'agriculture BIO en témoigne ! Par ailleurs d'excellentes spécialités étrangères ne pourraient plus passer la frontière. C'est un appauvrissement du choix du consommateur.
- * **Le délai de transition octroyé aux agriculteurs, dans le texte de l' « initiative anti pesticides » n'est pas clair**
L'initiative indique un délai transitoire de 10 ans, mais ses dispositions transitoires sous-entendent que le changement devra être fait immédiatement !
- * **Un produit de synthèse est-ce vraiment un poison à éradiquer ?**
Actuellement, une grande partie de la population est vaccinée, ou souhaite le faire, contre la COVID-19. Les vaccins Pfizer et Moderna sont des produits de synthèse. Les médicaments le sont également. La nicotine, la caféine ou encore l'alcool ne sont pas des produits de synthèse et pourtant cela ne veut pas dire qu'ils sont sains et inoffensifs !
- * **Les adeptes de football sont-ils prêts à arrêter de traiter leurs pelouses ?**
- * **Les paiements directs ne sont pas des subventions, mais une rémunération juste pour le travail fourni par nos paysans, pour le bien de la communauté**
Depuis les années 1990, les prestations écologiques requises comprennent de nombreuses mesures, telles que l'obligation d'avoir au moins 7% de la surface agricole utilisée pour promouvoir la biodiversité. Les agriculteurs suisses, par leur travail, façonnent notre paysage. Pourquoi nos montagnes et nos campagnes sont si belles ? Seraient-elles aussi jolies si rien n'était entretenu ? Les autres secteurs économiques ont-ils fait autant, en matière d'écologie ?
- * **BIO Suisse ne soutient pas l'initiative « Eau propre »**
Elle est jugée trop compliquée et totalement contre-productive ! Elle complique notamment le système de vente de fourrage entre exploitations BIO sans bétail et avec bétail. Or, la condition de 20 % de surface en prairie garantit la bonne santé du sol. De plus, les exploitations qui pourraient ou devraient se passer de paiements directs n'ont plus aucune obligation vis-à-vis des surfaces de compensation écologique garantissant la biodiversité. On encourage une agriculture à deux vitesses.

Liste de liens utiles vous permettant d'en savoir encore plus sur ces deux initiatives, les arguments de l'autre côté et les directives qui en découlent :

- * Texte de l'initiative « eau propre »
<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis473t.html>
- * Texte de l'initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèse
<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis471t.html>
- * Initiative parlementaire, réduire le risque de l'utilisation des pesticides
<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaef?AffairId=20190475>
- * Rapport du conseil fédéral sur l'initiative parlementaire, réduire le risque de l'utilisation des pesticides
<https://www.news.admin.ch/newsd/message/attachments/62603.pdf>
- * Loi fédérale sur la réduction des risques liés à l'utilisation de pesticides (Modification de la loi sur les produits chimiques, de la loi sur la protection des eaux et de la loi sur l'agriculture
<https://www.fedlex.admin.ch/eli/fga/2021/665/fr>
- * L'Union Suisse des Paysans (USP)
<https://www.sbv-usp.ch/fr/etiquettes/initiatives-populaires/>
- * Prométerre (commande de matériel de campagne)
<https://www.prometerre.ch/portail/2x-non-aux-initiatives-phytos-extremes>
- * Prise de position d'UNITERRE
<https://uniterre.ch/fr/thematiques/initiatives-sur-les-produits-phytosanitaires-prise-de-positi>
- * Prise de position de Bio Suisse
<https://www.bioactualites.ch/actualites/nouvelle/initiatives-pesticides-recommandation-de-vote-de-bio-suisse.html>
- * Paysannes et femmes rurales
<https://www.paysannes.ch/fr/politique-agricole/nos-preoccupations/arguments-contre-linitiative-pour-leau-potable/>
- * Arguments pour l'initiative « Une Suisse libre de pesticides de synthèse »
<https://pesticides-en-question.ch/>
- * Arguments pour l'initiative « Eau propre »
www.initiative-sauberes-trinkwasser.ch